

Paris, municipales 2026 : Fluctuat nec mergitur ?

Description

L’équation est simple. La maire de Paris ne se représente pas. La droite peut reprendre la capitale. À une condition : gagner en mars 2026.

Paris n’est plus la ville lumière.

Elle est devenue un laboratoire d’idéologie, où les décisions se prennent au nom de théories abstraites plutôt que du quotidien des habitants. Depuis 2001, la capitale est gouvernée par la gauche. Vingt-cinq années d’un même logiciel politique ont profondément transformé la ville. Bertrand Delanoë puis Anne Hidalgo ont laissé la capitale s’enliser. Le résultat est visible et sévère : dettes record à dix milliards d’euros, insécurité généralisée, rues sales, logement inaccessible pour les classes moyennes, commerces étouffés et circulation paralysée. La rue de Rivoli, jadis artère royale et vitrine de Paris, illustre ce désastre : piétonnisation idéologique, rideaux fermés et colère des commerçants.

Le mot « saccage » n’est plus un slogan viral des réseaux sociaux : il décrit un constat réel.

Quel contraste avec Chirac !

Il n’est pas inutile de rappeler ce que fut Paris sous Jacques Chirac, lorsqu’il dirigeait la capitale. La droite remportait alors les vingt arrondissements. Paris était administrée avec une obsession simple : maintenir son attractivité, préserver son harmonie, garantir son dynamisme.

La comparaison est frappante : sous la gauche, la ville semble dirigée par l’expérimentation permanente et l’idéologie, plutôt que par le pragmatisme et le respect de l’héritage urbain.

La rue de Rivoli est devenue le symbole du déséquilibre.

La transformation de la rue de Rivoli est emblématique. Artère historique longeant le Louvre, elle a été restructurée au nom d’une écologie militante : voies automobiles supprimées, accès restreint, circulation compliquée.

Le résultat ? Baisse de fréquentation, difficultés d’approvisionnement, rideaux fermés. Le cœur

commerçant de Paris s'asphyxie. Et l'expérience prouve que la contrainte idéologique, même vertueuse en intention, peut détruire le tissu économique. Le boulevard Saint-Michel est un autre exemple. La guerre contre les automobilistes ayant eu pour corollaire la destruction de l'activité économique, une abolition des politiques anti-voitures pourrait redynamiser la ville.

Quand le socialisme échoue

Le constat parisien rejoint l'analyse de Ronald Reagan : « Le socialisme ne fonctionne que dans deux endroits : au paradis, où l'on n'en a pas besoin, et en enfer, où il est déjà en place. »
Vingt-cinq ans de gestion socialiste ont transformé Paris en un laboratoire idéologique où le quotidien des habitants passe après la théorie.

Une ville devenue plus dure et difficile à vivre.

Plus difficile de circuler, plus difficile de se loger, plus difficile d'ouvrir et de maintenir un commerce, plus difficile d'être en sécurité.

Le logement illustre parfaitement cette dérive. L'encadrement rigide des loyers et l'extension continue du parc social ont figé le marché. Comme l'analysait Milton Friedman : « Le contrôle des loyers est la technique la plus efficace actuellement connue pour détruire une ville — à l'exception du bombardement. »

En voulant corriger les inégalités, la municipalité a contribué à raréfier l'offre et à exclure progressivement les classes moyennes. L'augmentation massive des logements sociaux a également transformé la sociologie de la ville, créant un vivier électoral stable pour la gauche — en un mot, un clientélisme qui renforce durablement sa majorité.

Paris, œuvre haussmannienne

Paris ne doit pas sa beauté au hasard. Elle doit son harmonie à une vision, celle du baron Haussmann : perspectives dégagées, cohérence architecturale, unité d'ensemble.

Aujourd'hui, la capitale donne le sentiment d'une juxtaposition d'aménagements provisoires et de dispositifs expérimentaux. Moderniser ne signifie pas défigurer. Transformer ne signifie pas banaliser.

La beauté parisienne n'est pas un luxe bourgeois ; elle est un atout économique, culturel et identitaire.

Un scrutin à haut risque

L'élection de 2026 se déroulera selon les règles réformées du système dit Loi PLM. La liste arrivée en tête bénéficiera d'une prime de 25 % des sièges au Conseil de Paris.

La conséquence est simple et brutale : finir premier est déterminant. Dans un paysage politique fragmenté, quelques milliers de voix peuvent décider du destin de la ville pour six ans. À l'inverse, la dispersion des voix peut reconduire la majorité sortante, malgré son bilan.

Mais l'alternance ne suffira pas. Encore faut-il savoir pour quoi faire.

Les finances de la ville sont exsangues. Dix milliards d'euros de dette : le chiffre est connu. Il devra

être traité. Mais personne ne se mobilisera pour un tableau Excel. Les électeurs attendent d'abord des réponses concrètes à un quotidien devenu pénible.

Quatre priorités s'imposent.

La sécurité, d'abord. Pas de prospérité sans ordre. La nouvelle municipalité devra utiliser pleinement les moyens dont elle dispose : police municipale renforcée, vidéoprotection assumée, coopération étroite avec l'État.

La propreté, ensuite. Paris ne peut plus s'habituer aux trottoirs dégradés et aux amas d'ordures. Une capitale mondiale doit être exemplaire.

Le logement constitue le troisième pilier. La ville n'a pas vocation à devenir un vaste parc de logements sociaux administré. Le contrôle des loyers, présenté comme protecteur, a surtout asséché l'offre. Il faudra l'abolir. Redonner de l'air au marché, simplifier les normes, encourager la rénovation : voilà une politique efficace.

Les transports, enfin. Restreindre sans alternative crédible, bloquer sans fluidifier, pénaliser sans compenser : cette méthode a atteint ses limites. Paris doit redevenir accessible.

Et puis il y a l'esthétique. Paris n'est pas une ville quelconque. Elle est un patrimoine. S'inspirer de l'esprit du baron Haussmann, préserver les perspectives, exiger une architecture digne : ce n'est pas de la nostalgie, c'est du respect.

La droite ne gagnera que si elle parle d'ordre, de beauté et de prospérité retrouvée.

Plusieurs candidats briguent la mairie : Rachida Dati, qui incarne un discours de redressement et d'autorité ; Pierre-Yves Bournazel, issu du parti Horizons fondé par Édouard Philippe, sur une ligne plus centriste et hésitante face à Dati ; Sarah Knafo, plus offensive, notamment sur la dette et l'insécurité. L'attitude de Pierre-Yves Bournazel pose des questions légitimes sur sa volonté de tourner la page du socialisme. Quel est le calcul d'Edouard Philippe ? Pourquoi chercherait-il la défaite de Dati ?

Les ambitions sont légitimes. Les rivalités et coups bas politiques existent. Mais le mode de scrutin impose une évidence : si les listes de droite et du centre se neutralisent, la gauche conservera la mairie grâce à la prime majoritaire.

L'union ou le prolongement du déclin

L'enjeu dépasse la querelle d'ego. Il est stratégique et moral.

Pour tourner la page, l'ensemble des listes de droite et du centre doit s'unir au second tour derrière Rachida Dati dont les derniers sondages la donnent gagnante dans tous les cas sauf si Sarah Knafo et Pierre-Yves Bournazel refusent de s'allier avec elle.

Dans ce cadre, une répartition claire des responsabilités doit rassurer toutes les ambitions : Sarah Knafo pourrait assumer la fonction stratégique de 1?? adjointe aux finances, garantissant fermeté et contrôle des dépenses, tandis que Pierre-Yves Bournazel occuperait le poste de second adjoint, en charge de l'urbanisme et du dialogue avec les arrondissements.

L'union n'est pas un compromis tactique : elle est la condition pour offrir aux Parisiens une véritable alternative à vingt-cinq ans de saccage idéologique.

Paris mérite mieux qu'une gestion idéologique et dogmatique. Elle mérite une ambition claire, une autorité assumée et une vision d'ensemble. Elle mérite que l'on cesse de la traiter comme un laboratoire urbain et que l'on protège son patrimoine tout en préparant son avenir.

En 2026, il ne s'agira pas simplement de choisir un maire. Il s'agira de savoir si Paris accepte le saccage comme norme — ou si elle décide de redevenir pleinement elle-même, de redevenir cette ville dont on pouvait dire sans ironie : Paris est une fête.

Donald Duck

Categorie

1. Politique

date créée
24 mars 2026